


Informations de base	
2022/2056(IMM) IMM - Immunité des députés	Procédure terminée
Demande de levée de l'immunité de Nicolaus Fest Subject 8.40.01.03 Immunité des députés	

Acteurs principaux				
Parlement européen	Commission au fond		Rapporteur(e)	Date de nomination
	JURI	Affaires juridiques	CICUREL Ilana (Renew)	13/07/2022

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
28/02/2023	Vote en commission		
08/03/2023	Dépôt du rapport de la commission	A9-0055/2023	Résumé
14/03/2023	Décision du Parlement	T9-0061/2023	Résumé
14/03/2023	Résultat du vote au parlement		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2022/2056(IMM)
Type de procédure	IMM - Immunité des députés
Sous-type de procédure	Levée d'immunité
Base juridique	Règlement du Parlement EP 6
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 165
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	JURI/9/09283

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Rapport déposé de la commission, lecture unique		A9-0055/2023	08/03/2023	Résumé

Texte adopté du Parlement, lecture unique	T9-0061/2023	14/03/2023	Résumé
---	--------------	------------	--------

Informations complémentaires		
Source	Document	Date
Commission européenne	EUR-Lex	

Demande de levée de l'immunité de Nicolaus Fest

2022/2056(IMM) - 14/03/2023 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a décidé de **lever l'immunité** de Nicolaus Fest (ID, DE).

Pour rappel, le procureur général de Berlin a demandé la levée de l'immunité parlementaire de Nicolaus Fest, député au Parlement européen, en vue de l'ouverture d'une enquête relative à un délit présumé d'injure au sens de l'article 185 du code pénal allemand.

La plainte déposée par le plaignant porte sur des déclarations faites et publiées par Nicolaus Fest sur la plateforme Twitter.

Le Parlement précise que les griefs retenus contre Nicolaus Fest ainsi que la demande de levée de son immunité ne sont pas liées à un avis exprimé ou à un vote émis par lui dans l'exercice de ses fonctions en tant que député au Parlement européen, mais au fait qu'en réponse à un tweet, il a posté un tweet présentant des allégations perçues comme insultantes par la personne ciblée.

Il est rappelé que l'immunité parlementaire a pour objet de protéger le Parlement et ses députés contre des procédures judiciaires visant des activités menées dans l'exercice des fonctions parlementaires et indissociables de celles-ci.

En l'espèce, le Parlement n'a pas pu établir qu'il y avait *fumus persecutionis*, c'est-à-dire des éléments de fait indiquant que les possibles poursuites judiciaires en question seraient engagées dans l'intention de nuire à l'activité politique du député et, partant, du Parlement européen.

Par conséquent, suivant la recommandation de sa commission des affaires juridiques, le Parlement a décidé de lever l'immunité de Nicolaus Fest.

Demande de levée de l'immunité de Nicolaus Fest

2022/2056(IMM) - 08/03/2023 - Rapport déposé de la commission, lecture unique

La commission des affaires juridiques a adopté le rapport d'Illana CICUREL (Renew, FR) sur la demande de levée de l'immunité de Nicolaus Fest.

Pour rappel, le procureur général de Berlin a demandé la levée de l'immunité parlementaire de Nicolaus Fest, député au Parlement européen, en vue de l'ouverture d'une enquête relative à un délit présumé d'injure au sens de l'article 185 du code pénal allemand. La plainte déposée par le plaignant contre Nicolaus Fest porte sur des déclarations faites et publiées par Nicolaus Fest sur la plateforme Twitter.

Les députés estiment que les griefs retenus contre Nicolaus Fest ainsi que la demande de levée de son immunité ne sont pas liées à un avis exprimé ou à un vote émis par lui dans l'exercice de ses fonctions en tant que député au Parlement européen, mais au fait qu'en réponse à un tweet, il a posté un tweet présentant des allégations perçues comme insultantes par la personne ciblée.

En l'espèce, le Parlement n'a pas pu établir qu'il y avait *fumus persecutionis*, c'est-à-dire des éléments de fait indiquant que les possibles poursuites judiciaires en question vont être engagées dans l'intention de nuire à l'activité politique du député et, partant, du Parlement européen.

À la lumière de ces considérations, la commission compétente a recommandé que le Parlement européen décide de **lever l'immunité** de Nicolaus Fest.